

ARRÊTÉ N° 2024 - 804 AM

portant permis de stationnement au profit
du Territoire de l'Ouest

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L.1111-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 à L.2122-4 et L.3111-1 ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU la demande d'occupation du domaine public communal, émise par le Territoire de l'Ouest pour la mise en place d'une déchèterie éphémère une fois par mois à la Rivière des Galets ;

VU l'arrêté n° 2024-590 AM du 14 mai 2024 portant permis de stationnement au profit du Territoire de l'Ouest pour la mise en œuvre d'une déchèterie éphémère mensuelle à la Rivière des Galets ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT la décision du Territoire de l'Ouest de reporter l'inauguration de la déchèterie éphémère prévue le samedi 6 juillet 2024 au samedi 13 juillet 2024 en raison de la période de réserve électorale relative aux élections législatives 2024 ;

A R R Ê T E

Article 1 – Objet

Le Territoire de l'Ouest est autorisé à **occuper le domaine public communal pour la mise en place d'une déchèterie éphémère**, sur le parking situé en face de la salle polyvalente FARFAR, sise rue Jacques Duclos à la Rivière des Galets, parcelle AO 1824.

Le dispositif relatif à la déchèterie éphémère est constitué des modalités suivantes :

- Jour d'ouverture : **samedi 13 juillet 2024** ;
- Horaire d'ouverture : **de 8h00 à 15h00**
- Nombre de caissons : 2 caissons de 30 m² ouverts :
 - o 1 caisson pour les déchets verts ;
 - o 1 caisson mutualisé pour les encombrants et les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- 1 contenant pour les piles/accumulateurs ;
- 1 contenant pour les ampoules ;
- 1 contenant pour les tubes/néons.

Article 2 - Régime juridique de l'autorisation

La présente autorisation est :

- délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité ;
- personnelle et ne peut être cédée.

Article 3 – Durée de l'autorisation

Le permis de stationnement est établi pour une durée d'un (1) jour, soit le 13 juillet.

Article 4 – Renouvellement

Le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun renouvellement tacite. S'il souhaite maintenir ses installations au-delà de la durée autorisée, il devra un mois avant l'expiration de l'autorisation, adresser à la Ville une nouvelle demande.

Article 5 – Prescriptions techniques

Les caissons seront déposés à compter de 5h00 du matin et retirés à partir de 15h30.

Le titulaire de l'autorisation devra tout mettre en œuvre pour préserver le passage des usagers sur le parking et ne pourra en aucun cas empiéter au-delà de l'emplacement réservé.

Article 6 – Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

Article 7 - Redevance

Au regard du caractère d'intérêt général que représente la collecte de déchets, la présente autorisation n'est soumise à aucune redevance.

Article 8 – Remise en état du site

Le bénéficiaire veillera à remettre le site dans son état initial à la fin de la présente autorisation. En cas de dégradation, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du bénéficiaire.

Article 9 - Sanctions

La méconnaissance du présent arrêté sera constatée par procès-verbal de la police municipale et poursuivie conformément aux lois en vigueur.

Article 10 - Exécution

Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Président du Territoire de l'Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 – Délai de recours

Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa notification.



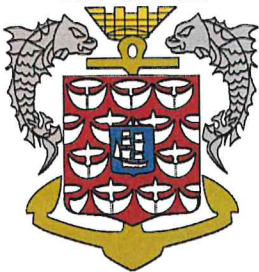
Le Port, le

04 JUIL 2024

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Services


Marietta DENNEMONT



ARRÊTÉ N° 2024 - 805 AM

**portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L.1111-6 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU la demande de permission de voirie émise par le Territoire de l'Ouest pour la mise en place d'une déchèterie éphémère une fois par mois à la Rivière des Galets ;

VU l'arrêté n° 2024- AM du juillet 2024 portant permis de stationnement au profit du Territoire de l'Ouest pour la mise en œuvre d'une déchèterie éphémère mensuelle à la Rivière des Galets ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre de l'inauguration de la déchèterie éphémère sur le parking situé en face de la salle polyvalente FARFAR, sise rue Jacques Duclos à la Rivière des Galets, parcelle AO 1824 ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords des installations afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

Le samedi 13 juillet 2024, de 5h00 à 16h00, la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur, à l'exception des véhicules dûment autorisés et des véhicules de secours, seront interdits sur le parking situé en face de la salle polyvalente FARFAR, sise rue Jacques Duclos à la Rivière des Galets, parcelle AO 1824, conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 : SIGNALISATION

Les usagers devront se conformer à la signalisation temporaire mise en place à cet effet.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Le présent arrêté sera affiché sur le site concerné et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la police municipale, Monsieur le commissaire de police nationale de Le Port et Monsieur le Président du Territoire de l'Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : RECOURS

Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.



Le Port, le 04 JUIL 2024

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation

La Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta DENNEMONT